



MICHEL BOUCHARD

Diplômé en droit et membre du Barreau du Québec depuis 1973, monsieur Bouchard a agi comme sous-ministre associé et sous-ministre de la Justice, au Québec et au niveau fédéral, pendant plus de 20 ans.

En 2007, il s'est vu décerner la distinction d'avocat émérite et en 2013, la médaille du Barreau du Québec, la plus haute distinction de son ordre professionnel.

Il préside actuellement le conseil d'administration de l'organisme Educaloï, dont la mission est d'informer en langage clair la population sur ses droits et obligations. Il siège également au conseil d'administration de l'Agence du revenu du Québec.

PRINCIPALES FONCTIONS OCCUPÉES

École nationale d'administration publique

Membre – Réseau d'expertise en conseil stratégique

Ministère du Conseil Exécutif

Conseiller spécial en matière de justice

Ministère de la Justice du Québec

Sous-ministre de la Justice et Sous-procureur général du Québec

Sous-ministre associé par intérim aux services judiciaires

Sous-ministre associé aux affaires criminelles et pénales

Substitut en chef du Procureur général du Québec
pour les districts de Québec, Beauce, Montmagny et La Malbaie

Substitut du Procureur général du Québec auprès de la Cour du Québec, la Cour supérieure, la Cour d'Appel du Québec et la Cour Suprême du Canada

Ministère de la Justice du Canada

Sous-ministre délégué à la Justice

Étude légale Desjardins, Lacroix, Routhier et Bouchard, Québec

Avocat associé

Avocat-stagiaire

FORMATION

École du Barreau du Québec

Reçu au tableau de l'Ordre des avocats du Québec

Cours de perfectionnement dispensé aux administrateurs de bureaux de poursuites

Houston, Texas

AUTRES EXPÉRIENCES PERTINENTES

Agence du Revenu du Québec

Membre du conseil d'administration

Éducaloi

Président du conseil d'administration

Récipiendaire de la Médaille du Barreau du Québec

Récipiendaire de la distinction « Avocat émérite » du Barreau du Québec

Chef de la délégation canadienne lors de rencontres internationales

Présidence du Comité fédéral-provincial sur l'amélioration de l'accès à la Justice